

DROIT DE LA FAMILLE**Séance 6 - Les effets du mariage**

I. Les effets personnels du mariage	3
A) Les devoirs réciproques des époux	3
1) Le devoir de communauté de vie	3
2) Le devoir de fidélité	4
3) Le devoir d'assistance	4
4) Le devoir de respect	5
5) Les devoirs innommés	5
B) La liberté individuelle	5
II. Les effets patrimoniaux du mariage	6
A) Le régime primaire impératif	6
1) L'union patrimoniale	6
a) Le devoir de secours	6
b) La contribution aux charges du mariage	7
c) La contribution aux dettes du ménage	8
d) La gestion commune du logement de famille	8
2) L'indépendance des patrimoines personnels	9
a) Les pouvoirs de gestion exclusifs	9
b) Les pouvoirs de gestion présumés	9
3) Les mesures de crise	10
B) Le régime matrimonial	11
1) Le régime légal	11
2) Les régimes conventionnels	11
C) Le statut successoral privilégié du conjoint survivant	12

III.	Les effets familiaux du mariage.....	13
A)	L'effet d'alliance	13
B)	L'effet de parenté.....	13

I. Les effets personnels du mariage

Le mariage a des effets personnels importants, notamment la nécessité du respect de devoirs mutuels (A) sans pour autant que cela ne bafoue les libertés individuelles des époux (B).

A) Les devoirs réciproques des époux



À retenir : L'article 212 du Code civil prévoit expressément que « Les époux se doivent mutuellement respect, fidélité, secours et assistance. ».

1) Le devoir de communauté de vie

Il est prévu à l'article 215 du Code civil que « Les époux s'obligent mutuellement à une communauté de vie. ».

La communauté de vie est double puisqu'elle s'entend d'une part d'une communauté de lit i.e. des relations charnelles et d'autre part une communauté de toit i.e. le fait que les époux vivent sous le même toit.

Il existe un tempérament à cette seconde obligation puisque les époux pourront avoir des résidences séparées « pour des motifs d'ordre professionnel » (Cass. civ. 1^{ère}, 20 juillet 1987, n° 87-60.129 et article 108 du Code civil).

Précisions également que le devoir de communauté de lit impose certes des relations sexuelles mais celles-ci doivent être consenties et non imposées. En ce sens la jurisprudence criminelle a reconnu en 1984 l'existence du crime de viol entre époux, ce qui a été repris à l'article 222-22 al. 2 du Code pénal. Il n'aura échappé à personne que le maintien de ce devoir de communauté de lit en droit positif fait aujourd'hui débat.

Dans le même sens, depuis une Loi du 26 mai 2004 et désormais aux articles 515-9 et suivant du Code civil, le juge aux affaires familiales peut porter atteinte au devoir de communauté de vie en cas de violences exercées par l'un des époux à l'égard de l'autre ou des enfants.

Enfin la communauté de vie peut être entamée par les époux eux-mêmes dans deux situations :

- Les époux décident ensemble de ne plus cohabiter, c'est le cas de la séparation de fait ;
- Les époux décident de ne plus cohabiter et le font constater par une décision de justice, c'est le cas de la séparation de droit.

Dans un cas comme dans l'autre les liens de mariage sont maintenus, seule la communauté de vie ne l'est pas.

2) *Le devoir de fidélité*

La notion même de fidélité n'est pas définie par le Code, il s'agit en fait de la prohibition de l'adultère ou en d'autres termes de toute relation charnelle ou amoureuse hors mariage.

Jusqu'en 1975 l'adultère de la femme était pénalement sanctionné, le mari pouvant librement tromper sa femme tant que cela se faisait hors du domicile conjugal. Aussi, avant cette date le divorce était automatiquement prononcé après constatation de l'infidélité.



À retenir : Désormais l'infidélité n'est plus qu'une cause de divorce pour faute soumise à l'appréciation souveraine du juge (**art. 242 C. civ.**) et la victime pourra obtenir réparation du préjudice subi sur le fondement des **articles 1240 et 1241 du Code civil** (droit commun de la responsabilité civile).

3) *Le devoir d'assistance*

Le devoir d'assistance est le corolaire extrapatrimonial du devoir de secours en ce sens qu'il se limite à une entraide conjugale se manifestant autrement que pécuniairement à savoir un soutien moral.

Cela se traduit notamment par le fait qu'en principe la tutelle ou la curatelle du majeur protégé marié est assumée par son conjoint (**art. 449 C. civ.**).

4) Le devoir de respect

La **Loi du 4 avril 2006 renforçant la prévention et la répression des violences au sein du couple ou commises contre les mineurs** a introduit à l'**article 212 du Code civil** un devoir de respect visant à garantir le principe de respect de la dignité humaine du conjoint.

Cette loi a été successivement renforcée par des lois de 2010, 2014, 2019 et 2020 afin de mieux protéger les victimes de violences conjugales en leur permettant d'obtenir par voie de requête ou d'assignation auprès du JAF une ordonnance de protection (**art. 515-9 C. civ.**).

5) Les devoirs innommés

Ces devoirs innommés sont des devoirs non prévus par le Code mais introduits par la jurisprudence. Ils sont au nombre de trois, à savoir :

- Le devoir de sincérité ;
- Le devoir de retenue : les époux ne doivent porter atteinte ni à l'honneur ni à la considération de l'autre ;
- Le devoir de loyauté.

En droit ces devoirs sont difficilement justifiables et ont une portée pratique assez limitée.

B) La liberté individuelle



Attention : Les devoirs du mariage limitent les libertés individuelles des époux, ils n'en sont cependant pas privés.

De fait, chacun des époux est libre de disposer de son corps dans les limites posées par la loi (liberté corporelle ; **art. 16-1 C. civ.**). Ainsi une interruption volontaire de grossesse est une décision individuelle n'étant pas soumise à l'accord du conjoint.

Par ailleurs, chaque époux jouit d'une pleine et entière :

- Liberté spirituelle : la liberté d'exercer la religion qu'il souhaite tant que cela ne rend pas la vie commune intolérable ;
- Liberté professionnelle : la liberté de choisir son métier (**art. 223 C. civ.**) ;
- Liberté affective : le fait d'avoir les relations sociales qu'il souhaite.

II. Les effets patrimoniaux du mariage

L'union personnelle des époux implique une union patrimoniale par ailleurs, cette union n'est cependant pas absolue et là encore les époux conservent une part de liberté. Ainsi le mariage est organisé par un régime primaire impératif qui s'impose à tous les couples mariés (A), un régime matrimonial choisi par les époux le jour du mariage (B) ainsi que des règles successorales spécifiques (B).

A) Le régime primaire impératif

Le régime primaire impératif est organisé aux **articles 212 à 226 du Code civil**, dès leur mariage les époux y sont soumis et ne peuvent y déroger même conventionnellement.

1) L'union patrimoniale

a) Le devoir de secours



Définition : Le devoir de secours est une obligation alimentaire au sens juridique du terme i.e. une obligation pécuniaire recouvrant tout (et seulement) ce qui est nécessaire à la vie d'une personne.

Cette obligation est corrélative aux besoins de l'époux nécessiteux, elle n'a pas vocation à dépasser ses besoins vitaux. Son non-respect est sanctionné pénalement par l'**article 227-3 du Code pénal** prévoyant l'infraction d'abandon de famille.

Le devoir de secours existe tout au long du mariage mais uniquement durant le mariage, il ne se prolonge pas après le divorce sauf en cas de prédécès de l'un des époux auquel cas le conjoint survivant dispose d'un droit temporaire au logement d'un an à compter du décès. En cas de divorce l'**article 270 du Code civil** prévoit très clairement que « *Le divorce met fin au devoir de secours entre époux.* ».

Le devoir de secours se manifeste rarement en cours d'union puisque englobé dans la contribution aux charges du mariage.

b) La contribution aux charges du mariage

La contribution aux charges du mariage est prévue à l'**article 214 du Code civil** et se différencie du devoir de secours en ce sens qu'elle n'a pas vocation à permettre au conjoint de survivre mais d'imposer une équité entre les époux. En effet, chaque époux doit en principe contribuer aux charges du mariage à hauteur de ses facultés. Ainsi, un conjoint ayant des capacités financières deux fois supérieures à l'autre contribuera en principe deux fois plus aux charges du mariage.

Cette obligation se manifeste « au jour le jour » ce qui signifie qu'il n'y a pas de comptes précis établis pour déterminer qui paye quoi et dans quelle mesure, cela dépend soit des facultés respectives de chacun soit de leur volonté en cas de contrat de mariage.



À retenir : La contribution ne se fait pas nécessairement en argent et peut se faire en nature ou encore sous la forme d'une collaboration d'un époux à l'entreprise de l'autre.

Cela ne pose aucune difficulté dans un régime communautaire puisque l'enrichissement corrélatif à l'activité tombe automatiquement en communauté.

En revanche dans un régime de séparation de biens, il se pourra que l'époux ayant collaboré ait (largement) dépassé son devoir de contribution aux charges du mariage. Dans ce cas des difficultés s'élèveront notamment en cas de divorce ou de décès si aucun cadre contractuel n'avait été prévu. Les juges pourront alors appliquer l'action *de in rem verso* aussi appelée enrichissement injustifié (anciennement enrichissement

sans cause) et prévue à l'**article 1303 du Code civil**. Cela permettra de rétablir l'équilibre entre les époux.

c) La contribution aux dettes du ménage

L'**article 2284 du Code civil** pose le principe selon lequel chacun n'oblige ses biens que sur ses dettes personnelles.



Attention : Cependant le droit du mariage prévoit une exception légale à ce principe à l'**article 220 du Code civil** qui dispose que « *Chacun des époux a pouvoir pour passer seul les contrats qui ont pour objet l'entretien du ménage ou l'éducation des enfants : toute dette ainsi contractée par l'un oblige l'autre solidairement.* ».

Pour que cette disposition s'applique il suffira que la dette puisse être qualifiée de ménagère, peu important lequel des deux époux l'a contractée ou sa source. Cela englobe toutes les dépenses de la vie courante.

Sont cependant écartées les dépenses manifestement excessives (**art. 220 al. 2 C. civ.**) ainsi que « *les achats à tempérament [et] les emprunts à moins que ces derniers ne portent sur des sommes modestes nécessaires aux besoins de la vie courante et que le montant cumulé de ces sommes, en cas de pluralité d'emprunts, ne soit pas manifestement excessif eu égard au train de vie du ménage.* » (**art. 220 al. 3 C. civ.**).

d) La gestion commune du logement de famille

Avant la **Loi du 11 juillet 1975**, le mari seul choisissait le logement de la famille, désormais cette décision est prise en commun par les deux époux (**art. 215 al. 2 C. civ.**).

Aussi, tous les actes de disposition (vente, échange, donation, etc.) portant sur le logement de famille et les meubles le garnissant sont soumis au consentement des deux époux (**art. 215 al. 3 C. civ.**).



Attention : Cette règle s'applique que le logement de famille soit un bien commun ou un bien propre.

À défaut de consentement mutuel, l'époux n'ayant pas consenti peut agir en nullité de l'acte passé en fraude dans un délai d'un an à partir de la découverte de l'acte.



À retenir : Les intérêts de la famille priment sur le droit de propriété.

2) *L'indépendance des patrimoines personnels*

a) Les pouvoirs de gestion exclusifs

Malgré des règles contraignantes, chacun des époux dispose de pouvoirs de gestion qui lui sont propres et exclusifs i.e. ne nécessitant pas l'accord de l'autre.

Les **articles 221, 223 et 225 du Code civil** instaurent respectivement une liberté d'ouverture de compte bancaire, une liberté de gestion des gains et salaires après contribution aux charges du mariage et une liberté de gestion des biens personnels.

b) Les pouvoirs de gestion présumés

Certains pouvoirs exercés individuellement par l'un des conjoints sont présumés être exercés librement du point de vue des tiers, mêmes s'ils ne l'étaient pas du point de vue des époux.

Ainsi, l'**article 221 du Code civil** prévoit que l'époux déposant ou retirant des fonds sur un compte bancaire ouvert à son nom a tout pouvoir pour le faire. Il s'agit d'une règle visant à protéger le banquier contre toute utilisation par le titulaire du compte de sommes qui en réalité ne lui appartiendraient pas mais appartiendraient à son époux. Le banquier n'aura effectivement pas à se préoccuper de l'origine des fonds. L'époux qui les a déposés est réputé avoir eu la libre disposition de le faire. Ainsi, le banquier se trouve à l'abri de toute mise en jeu de sa responsabilité pour le cas où l'époux aurait déposé sur le compte ouvert à son nom des sommes qui appartiendrait à l'autre. Il échappe à toute action en responsabilité.

L'**article 222** du même Code prévoit quant à lui la présomption selon laquelle chacun des époux peut disposer des biens meubles qu'il détient individuellement.



Attention : Un acte passé en fraude des pouvoirs dont disposait réellement l'époux pourra rester valide aux yeux du tiers (utilité de la présomption de pouvoir) sans pour autant qu'il ne le soit aux yeux des époux.

3) *Les mesures de crise*

Les mesures de crise sont par essence exceptionnelles et n'ont pas vocation à s'appliquer sur le temps long dans les relations des époux. Elles sont essentiellement au nombre de deux :

- Les **articles 217** et **219 du Code civil** encadrent les situations dans lesquelles l'un des époux est dans l'incapacité de manifester sa volonté :
 - L'**article 217** prévoit un régime d'autorisation permettant à l'époux encore capable de passer seul des actes nécessitant normalement l'accord des deux époux. Ce n'est pas une autorisation générale puisque le juge déterminera quels sont les actes concernés par cette autorisation.
 - L'**article 219** prévoit quant à lui un régime de représentation offrant plus de pouvoirs à l'époux encore capable. La représentation donne le pouvoir à l'époux capable de passer des actes au nom et pour le compte de l'époux indisposé.

Dans un cas comme dans l'autre, le juge doit préalablement donner son accord.

- L'**article 220-1 du Code civil** encadre quant à lui la situation dans laquelle un époux « manque gravement à ses devoirs et met en péril l'intérêt de la famille ». Dans ce cas, le JAF pourra prendre toute mesure urgente nécessaire afin de faire cesser la situation dangereuse. Ce sont des mesures temporaires qui ne peuvent dépasser trois ans.

B) Le régime matrimonial

Le régime matrimonial est le second volet des effets patrimoniaux du mariage, il organise légalement ou conventionnellement les règles entourant les relations patrimoniales des époux. Il existe un régime légal qui est le régime par défaut qui s'applique en l'absence de choix des époux ; ainsi que des régimes conventionnels organisés par contrat de mariage.

1) Le régime légal



À retenir : Le régime légal est celui de la communauté réduite aux acquêts (**art. 1400 s. C. civ.**) et est supplétif de volonté (**art. 1387 C. civ.**) i.e. il s'impose aux époux n'ayant pas opté pour un régime spécifique.

Dans ce régime, les acquêts, c'est-à-dire tout ce qui appartenait en propre aux époux avant leur mariage leur appartiendra toujours en propre après la célébration (**art. 1403 C. civ.**). Les dettes personnelles nées avant le mariage resteront aussi personnelles (**art. 1410 et 1411 C. civ.**).

En revanche, les biens acquis en cours de mariage seront par principe acquêts de communauté i.e. des biens communs (**art. 1401 C. civ.**) sauf à prouver que ce sont des biens propres (**art. 1402 C. civ.**). Dans le même sens, les dettes nées à compter du mariage sont également supposées communes (**art. 1409 C. civ.**).

Enfin, les époux seront tenus d'agir ensemble pour les actes les plus graves que l'on qualifiera d'actes soumis à cogestion (**art. 1244 C. civ.** par exemple). À l'inverse, tous les autres actes seront soumis à gestion concurrente ce qui signifie que chacun des deux époux peut agir seul.

2) Les régimes conventionnels



Attention : Bien que le principe soit la liberté contractuelle, les époux ne peuvent cependant pas déroger aux règles d'ordre public régissant les régimes matrimoniaux et devront impérativement prévoir le régime conventionnel par contrat de mariage conclu par acte notarié antérieurement à la célébration de l'union.

Les époux auront le choix entre plus ou moins de communauté par rapport au régime légal, à savoir :

- Les époux peuvent opter pour un régime de communauté universelle (**art. 1426 C. civ.**) ou encore un régime de communauté de meubles et acquêts (**art. 1498 s. C. civ.**) voire calquer leur convention sur le régime de communauté réduite aux acquêts mais en l'aménageant à leur convenance pour aller vers plus de communauté.
- Les époux peuvent au contraire opter pour un régime séparatiste, ils ne devront cependant pas écarter les devoirs de secours et de contribution aux charges du mariage qui sont d'ordre public.
Ce sera notamment l'exemple du régime de la séparation de biens (**art. 1536 s. C. civ.**) particulièrement intéressant lorsque l'un des deux époux au moins est entrepreneur. En effet un tel régime empêchera les créanciers professionnels de l'un des époux de puiser dans le patrimoine de l'autre pour se désintéresser.

C) Le statut successoral privilégié du conjoint survivant

Le conjoint survivant a pendant longtemps été exclu de la succession de son époux. Cependant depuis une **Loi du 3 décembre 2001** le conjoint survivant a une vocation légale à succéder et son cadre de vie est au moins temporairement protégé.

La situation diffère suivant la qualité des héritiers que le défunt laisse aux côtés du conjoint survivant (CS) :

- En présence d'au moins un descendant, le CS a une option entre $\frac{1}{4}$ de la succession en pleine propriété ou le tout en usufruit. Si l'enfant n'est pas commun, le CS devra obligatoirement opter pour le $\frac{1}{4}$ en pleine propriété ;
- En présence des père et mère uniquement, chacun d'eux a le droit à $\frac{1}{4}$ de la succession, le reste étant dévolu au CS ;
- En l'absence des père et mère ou de descendant, le CS a droit à toute la succession.

III. Les effets familiaux du mariage

Le mariage, en ce qu'il est une institution familiale, produit naturellement des effets familiaux, ceux-ci sont cependant en constant déclin depuis la rédaction du Code civil en 1804. Ce sont d'une part l'effet d'alliance (A) et d'autre part l'effet de parenté (B).

A) L'effet d'alliance



Définition : Le lien d'alliance est la manifestation du lien créé entre chacun des époux et les membres composant la famille de l'autre.

Cette alliance produit principalement deux effets :

- Une interdiction quasi absolue du mariage entre alliés en ligne directe qui serait considéré comme incestueux (**art. 161 C. civ.**). L'**article 164** du même Code dispose que « *Néanmoins, il est loisible au Président de la République de lever, pour des causes graves, les prohibitions portées :*
1° Par l'article 161 aux mariages entre alliés en ligne directe lorsque la personne qui a créé l'alliance est décédée. » Ce sera le seul cas envisageable de levée de l'interdiction, il est par essence difficile à obtenir puisque le Président de la République lui-même doit donner son assentiment.
- Une obligation pour chaque conjoint de fournir des aliments aux parents de son conjoint si ceux-ci le nécessitent (**art. 206 C. civ.**) « *mais cette obligation cesse lorsque celui des époux qui produisait l'affinité et les enfants issus de son union avec l'autre époux sont décédés.* ».

B) L'effet de parenté

Les effets de parenté jouent à l'égard des enfants communs et sont au nombre de trois :

- L'effet de **filiation** : L'**article 312 du Code civil** prévoit explicitement que « *L'enfant conçu ou né pendant le mariage a pour père le mari.* » C'est ce que

l'on appelle la présomption de paternité. Elle joue automatiquement en présence d'un couple marié.

- L'effet de **nom** : Les parents mariés choisissent librement le nom de famille qui portera l'enfant i.e. « *soit le nom du père, soit le nom de la mère, soit leurs deux noms accolés dans l'ordre choisi par eux dans la limite d'un nom de famille pour chacun d'eux* » (**art. 311-21 C. civ.**). C'est exactement la même règle que lorsque les deux liens de filiation sont simultanément établis (cf. Droit des personnes). En revanche, si les parents mariés ne font pas de déclaration conjointe de choix du nom, l'enfant prend automatiquement le nom de son père ce qui est spécifique au mariage puisqu'il y a présomption de paternité. En effet, hors mariage l'enfant prend le nom du parent duquel le lien de filiation est établi en premier.
- L'effet de **pouvoir partagé sur les enfants** : L'**article 213 du Code civil** dispose que « *Les époux assurent ensemble la direction morale et matérielle de la famille. Ils pourvoient à l'éducation des enfants et préparent leur avenir.* » Cette règle vaut tant pour les couples mariés que pour les couples hors union depuis la **Loi du 4 mars 2002 relative à l'autorité parentale** ayant ajouté l'**article 372 au Code civil**.